

Éditorial

À l'initiative du Président de la république, le « Grenelle de l'environnement » actuellement en préparation, regroupant administration, entreprises, syndicats et associations d'environnement, devrait déboucher au dernier trimestre de l'année 2007 sur des propositions concrètes au gouvernement.

Parmi les sujets majeurs en débat figure bien entendu l'énergie, au cœur des problèmes du développement, mais aussi des questions d'environnement (pollutions locales, gaz à effet de serre, déchets et risques nucléaires, etc.).

Dans ce contexte, la maîtrise de l'énergie et le recours aux énergies non carbonées reviennent sur le devant de la scène. L'industrie nucléaire, avec l'appui du gouvernement, tente d'y puiser une nouvelle légitimité, malgré l'opposition de la plupart des ONG environnementales et d'une bonne partie de la population française. Les énergies renouvelables par contre semblent faire plus aisément consensus, tout au moins sur le papier. Fer de lance de nombreuses associations de développement et d'environnement, elles sont généralement plébiscitées par le grand public. Elles font l'objet de discours positifs des pouvoirs publics, sans qu'on sache pour autant si le discours sera suivi d'actes aujourd'hui encore presque inexistantes.

L'Union Européenne, quant à elle, propose une stratégie des « Trois fois 20 % en 2020 », 20 % d'économie d'énergie, 20 % de renouvelables, 20 à 30 % d'économie d'émissions de gaz à effet de serre. C'est un objectif ambitieux en termes d'énergies renouvelables, puisqu'il s'agit de multiplier par 3 d'ici 2030 leur participation au bilan européen en énergie primaire ou par 2,2 au bilan européen en énergie finale.

Bien entendu, dans ce contexte, il ne manque pas en France de bons esprits pour tenter d'affubler le nucléaire de l'ensemble des vertus des renouvelables au prétexte qu'il n'émet pas ou peu de gaz à effet de serre. La France pourrait ainsi, nous disent-ils, s'exonérer à bon marché de son engagement européen tout en plaçant l'industrie nucléaire dans une position de force sur les marchés étrangers. Cette stratégie dangereuse pour la paix du monde et pour l'environnement semble bien séduire le gouvernement actuel si l'on en juge par la décision de construction de l'EPR et l'affaire nucléaire libyenne.

Il a donc paru important à notre association de permettre aux citoyens de se faire une idée argumentée et objective du rôle que pourraient jouer les énergies renouvelables dans le paysage énergétique futur de la France, de l'Europe et du monde, en les situant dans l'ensemble des questions qui concernent les systèmes énergétiques, le développement et l'environnement.

Le domaine de l'énergie reste encore en effet le domaine réservé d'un très petit nombre d'experts souvent liés à des lobbies industriels puissants et d'une administration volontairement opaque. Les concepts utilisés, les unités et le formalisme contribuent à rendre incompréhensibles à la plupart des options du débat. Le citoyen se trouve alors dans l'incapacité de juger de la cohérence des politiques proposées, voire imposées.

C'est pourquoi nous mettons aujourd'hui à la disposition de ceux qui le souhaitent ce petit mémento des énergies renouvelables qui rassemble une trentaine de fiches, courtes, factuelles, sur ces questions qui font l'objet de discours contradictoires s'appuyant souvent sur des chiffres fantaisistes et sur des affirmations péremptoires au mépris d'un minimum d'objectivité.

Les fiches présentées sont conçues pour être lues de façon autonome. Elles sont néanmoins regroupées en quatre chapitres principaux : Les chiffres de l'énergie, Les énergies renouvelables, Prospective et stratégie, et enfin Repères qui rassemble les principales données sur chacune des filières renouvelables.

Nous espérons que ces fiches seront utiles au débat que nous souhaiterions voir s'instaurer parmi les citoyens de notre pays à l'occasion du Grenelle de l'environnement.